

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.
Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.
Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.
Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-PV-01 – ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 MAI 2021

Nombre de conseillers en exercice : 29
Présents : 25
Absent(e)s représenté(e)s : 04
Absent(e)s non représenté(e)s : 00
Ne prenant pas part au vote : 00
Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'adopter le procès-verbal de la séance qui s'est tenue le lundi 10 mai 2021 tenant compte des modifications présentées en séance.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

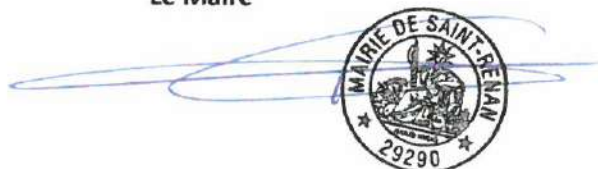
Vu le code général des collectivités territoriales,

- d'adopter le procès-verbal de la séance du Conseil municipal qui s'est tenue le lundi 10 mai 2021 joint à la présente délibération.

- ***Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 4 votes contre de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Colette DAVIES et 2 abstentions de Mesdames Céline GAILLARD et Virginie LE RAY du groupe « Nouvel Elan 2020 ».***

**Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021**

Le Maire



**Date de publication
certifiée exécutoire**

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales, Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-URBA-02 – AVENANT 1 – CONVENTION OPERATIONNELLE ENTRE LA COMMUNE DE SAINT RENAN ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER – ILOT DE LA PLACE CHEMINANT

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

La commune a pour ambition de mener sur l'îlot de la Place Cheminant, anciennement dénommé « îlot de la Poste » un programme mixte habitat/commerces/services.

Ce projet nécessite l'acquisition d'emprises foncières sises secteur de la Place Cheminant. Le coût de ces acquisitions, la nécessité de leur mise en réserve le temps que le projet aboutisse et le travail de négociation, de suivi et de procédures administratives, implique une masse de travail trop importante pour que la collectivité puisse y faire face seule. Par ailleurs, elle implique une connaissance approfondie des procédures. C'est pourquoi il est proposé de faire appel à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne).

En ce sens, la commune de Saint Renan a signé une convention opérationnelle d'actions foncières avec l'EPF Bretagne le 6 janvier 2015. Celle-ci définit les prestations demandées à l'EPF Bretagne, les modalités d'acquisition de biens et de réalisation des études et/ou travaux, le taux d'actualisation et le prix de revente.

Le projet de la collectivité ayant subi quelques évolutions et nécessitant de recourir à une Déclaration d'Utilité Publique, il est nécessaire de revoir les modalités d'intervention de l'EPF Bretagne. En ce sens, cet établissement a transmis un projet d'avenant n°1 à la convention opérationnelle initiale.

Il est donc proposé d'autoriser le Maire à signer ledit avenant n°1 soumis par cet établissement.

Enfin, cette opération étant potentiellement éligible à un financement par l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (D.S.I.L.), une demande de subvention sera donc déposée pour un montant le plus haut possible.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2121-29 à L 2121-34, L 5210-1 à L 5210-4 et L 5211-1 à L 5211-62,

Vu le décret n° 2009-636 du 08 juin 2009 portant création de l'EPF Bretagne, modifié par le décret n° 2014-1735 du 29 décembre 2014,

Vu la convention opérationnelle d'actions foncières du 06 janvier 2015,

Vu le projet d'avenant n°1 annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la commission Travaux-Urbanisme réunie le 1^{er} juillet 2021,

Considérant que la commune de Saint Renan souhaite réaliser une opération d'habitat sur le secteur de l'îlot de la Place Cheminant, situé sur la Place Cheminant à Saint-Renan,

Considérant la nécessité de lancer une Déclaration d'Utilité Publique sur le projet " l'îlot de la Place Cheminant " à Saint Renan impliquant de redéfinir la durée de la convention, la durée de portage des parcelles par l'EPF Bretagne et de préciser l'enveloppe financière,

Considérant l'intérêt de conclure un avenant n°1 prenant en compte ces modifications,

Considérant que cela ne modifie pas les engagements de la commune de Saint Renan quant aux critères de l'EPF Bretagne à savoir :

- Privilégier les opérations de restructuration ;
- Viser la performance énergétique des bâtiments ;
- Respecter le cadre environnemental ;
- Limiter au maximum la consommation d'espace,

Considérant que l'EPF Bretagne a proposé un projet d'avenant n°1, joint à la présente délibération, qui modifie les articles n°3b, 4 et 10 de la convention initiale,

- **d'approuver** le projet d'avenant n°1 à la convention opérationnelle du 06 janvier 2015, à passer entre la commune de Saint Renan et l'Etablissement Public Foncier Bretagne et annexé à la présente délibération ;

- de l'autoriser à signer ledit avenant ainsi que toute pièce ou document nécessaire à son exécution ;
- de prendre acte du dépôt par le Maire de toute demande de concours et subventions les plus hauts possibles, notamment auprès de l'Etat au titre de la D.S.I.L.,
- de l'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 6 votes contre de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Collette DAVIES du groupe « Nouvel Elan 2020 ».***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-URBA-03 – DEMANDE AUPRES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ENGAGER UNE PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ILOT DE LA PLACE CHEMINANT

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

La Ville de Saint Renan, pôle structurant du territoire du SCoT, est soumise à la création de 67 logements annuels au terme du PLH du territoire. Conformément aux objectifs du SCOT, 30% de ces logements doivent être réalisés en renouvellement urbain dans une logique de densification de l'habitat. En conséquence, une étude de référentiel foncier a été menée en 2014 sur le territoire communal, et plus particulièrement le centre-ville, afin d'identifier les secteurs à enjeux.

La Ville a ainsi identifié un périmètre, dénommé « ilot de la place Cheminant », correspondant à une friche d'environ 3.000 m², en plein cœur de ville. Ce périmètre a été défini en emplacement réservé au PLU voté en 2017 dans une optique d'aménagement d'ensemble du secteur.

Du fait de son caractère stratégique, la commune de Saint Renan souhaite disposer de la maîtrise foncière de cet ilot afin d'encadrer son devenir. La commune envisage sur les parcelles concernées la réalisation d'un projet de renouvellement urbain et de densification par la production de logements, à destination notamment de personnes âgées.

En parallèle, la Ville a conventionné en janvier 2015 avec l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF) afin que ce dernier entame les discussions sur la vente des parcelles avec les propriétaires concernés sur le secteur identifié. Une discussion avec les propriétaires des parcelles a été initiée dès cette année 2015 par l'entremise de l'EPF. Plusieurs rendez-vous ont eu lieu avec les différents propriétaires concernés ainsi que des réunions avec des riverains.

Ces discussions se poursuivent à l'initiative de la Ville. Une réunion en mairie a notamment été organisée le samedi 20 février 2021 afin d'évoquer avec l'ensemble de ces propriétaires les enjeux et les avancés du projet.

La commune envisage sur cette friche la réalisation d'un projet de renouvellement urbain par la production de logements, à destination notamment de personnes âgées, dans un cadre qualitatif mettant en valeur les cheminements piétons en cœur de ville.

Une opération d'intérêt général

La ville de Saint Renan constate depuis plusieurs années quelques difficultés structurelles :

- Un parc de logements anciens en centralité, l'habitat s'étant en partie développé ces dernières décennies en périphérie des centres bourgs. Les logements anciens sont ainsi énergivores et coûteux en réhabilitation.
- Une part croissante des personnes âgées, constaté notamment par l'ADEUPA.
- Une offre de logement inadaptée aux seniors en centralité, par l'absence de petits logements répondant à leurs besoins. L'offre en logement nécessite d'être adaptée face à l'évolution de la taille des ménages, notamment pour les seniors. Ces derniers, en proportion croissante, sont désormais à la recherche de petits logements, accessibles et à proximité immédiate des commerces et services du quotidien.
- Une faiblesse d'offre de surfaces commerciales en centre-ville, ces surfaces étant localisées dans du bâti ancien et parfois inadaptées aux besoins des professionnels.

Afin de lutter contre ces difficultés, il devient nécessaire pour la commune d'initier un projet de création de logements adaptés en cœur de ville, proches de l'ensemble des services du quotidien, tout en contribuant par le même biais à enrichir l'offre de locaux commerciaux en centralité. Parmi ces logements, 20% *a minima* seront des logements sociaux afin de répondre aux demandes de toutes les catégories de population.

En outre, une surface commerciale de 100 m² minimum sera également réalisée afin de répondre aux besoins de service de proximité.

=> Cette création de logements et commerce dans un cœur de ville historique constitue également une affirmation par la Ville du rôle stratégique des centralités.

Il est rappelé que ce projet a été présenté par la Ville au titre du programme "Petites Villes de Demain", pour lequel la Ville a été déclarée lauréate.

La motivation du choix de ce secteur

La friche de l'ilot de la place Cheminant est localisée en plein cœur de ville, entre la Poste et la Place du Vieux Marché, dans un tissu urbain très dense, et à proximité immédiate de commerces (commerces de centre-ville et supermarché) et de différents services et équipements publics (Poste, Mairie, Espace Culturel, piscine, gare routière...).

Ce terrain, en zone urbaine, relève sur le plan de l'urbanisme du zonage UHa, à savoir une zone urbaine à vocation d'habitat dans un secteur dense. Il est donc entièrement constructible.

Des études pré opérationnelles ont d'ores et déjà été menées par la Ville avec l'aide d'un programmiste (SAFI) et d'un cabinet d'architecte urbaniste (TLPA). La densité a été travaillée lors de ces études afin d'optimiser le potentiel de l'opération, tout en veillant à concevoir un projet assurant aux futurs habitants et aux riverains un cadre de vie qualitatif et harmonieusement intégré à l'environnement.

De surcroît, il est rappelé que le projet ne génère par lui-même aucune artificialisation nouvelle, s'agissant d'une réhabilitation de friche en cœur de ville et donc dans l'enveloppe urbaine.

Le périmètre du projet est en effet constitué :

- soit de bâti ancien ou dégradé qui sera déconstruit pour de nouvelles constructions
- soit de terrains abandonnés à l'arrière de bâtiments existants.

Comme déjà évoqué, la Ville de Saint Renan, pôle structurant du territoire du SCoT, est soumise à la création de 67 logements annuels au terme du PLH, dont 30% en renouvellement urbain dans une logique de densification de l'habitat. La réalisation de cette opération présente donc un intérêt majeur pour la commune afin de tenir ses engagements.

L'emplacement de cet ilot en cœur de ville et l'importance du potentiel de constructibilité (*35 logements environ et 100 m² minimum de surface commerciale*) justifient donc la cohérence du choix de ce terrain.

Afin d'être exhaustif, il est rappelé que la Ville a acquis en 2019 une parcelle de 3,5 hectares dans le secteur de Pen Ar C'hoat. Cette parcelle, constituant une Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) a été acquise dans l'objectif de création d'un nouveau quartier durable, répondant à la demande de logements sur la commune tout en développant la mixité sociale, générationnelle et urbaine. Toutefois, cette parcelle est située en secteur UHb aux termes du P.L.U. et les enjeux d'aménagement de ce futur quartier sont distincts des objectifs fixés sur l'ilot de la place Cheminant. En effet, seules les qualités uniques de cet ilot en friche répondent parfaitement aux objectifs de création, en cœur de ville, de logements adaptés aux seniors et de surfaces commerciales.

La ZAC de Pen Ar C'hoat, destinée à un objectif d'aménagement spécifique en périphérie du centre-ville, ne peut donc correspondre aux objectifs fixés en cœur de ville, contrairement à l'ilot de la place Cheminant.

Une atteinte relative à la propriété privée

Le périmètre de l'opération est aujourd'hui pour l'essentiel une friche composée de bâtiments pouvant menacer ruine, et de terrains nus non entretenus par leurs propriétaires, générant des nuisances pour les riverains. Les surfaces à acquérir ne sont pas aujourd'hui affectées à un usage particulier par leurs propriétaires. De ce fait, l'impact d'une cession sur leur droit de propriété serait donc raisonnable pour ces derniers.

Seule une propriété en bordure de la rue Cheminant est actuellement habitée, et une solution de relocation sera en conséquence trouvée amiablement par la Ville au profit du propriétaire occupant concerné, s'il le souhaite, afin de permettre la mise en œuvre du projet.

Le projet constituera indubitablement une mise en valeur du secteur, qui sera enfin réhabilité, au profit de ses futurs habitants comme des riverains et commerçants du quartier.

L'atteinte à la propriété privée est dès lors minimisée, d'autant que la Ville entend favoriser en premier lieu la voie amiable dans les procédures d'acquisition de foncier.

Si la voie amiable était tenue en échec et que la procédure d'expropriation venait à être enclenchée, il est rappelé que l'acquisition contrainte ne pourrait se faire sans une juste et préalable indemnité à l'égard des propriétaires concernés le cas échéant.

Les conséquences sur le cadre de vie actuel des habitants du secteur

Comme indiqué précédemment, la commune envisage sur cette friche la réalisation d'un projet de renouvellement urbain et de densification par la production de logements, à destination notamment de personnes âgées, dans un cadre architectural qualitatif mettant en valeur les cheminements doux en cœur de ville.

Il sera veillé à ce titre au caractère qualitatif du projet sur le plan architectural, qui devra être étudié par l'Architecte des Bâtiments de France afin de s'insérer au mieux dans l'environnement.

Le projet également permettra une liaison douce entre deux des principales rues de la ville, à savoir la rue Saint Yves (*rue commerciale principale*) et la rue Cheminant (*mairie, poste, restaurants, etc.*), et ce au bénéfice des usagers de ces cheminements.

Afin de promouvoir les mobilités douces, il sera intégré des stationnements cycles pour promouvoir l'usage du vélo en ville, en lien avec le schéma directeur communal vélo. Ce développement des cheminements doux permettra d'apaiser les déplacements quotidiens et de sécuriser les flux piétons et cycles dans ce secteur.

Les conséquences d'ordre économique

La Ville projette, par le biais de l'EPF qui en assurera le portage, d'acquérir le foncier, puis de procéder aux démolitions nécessaires afin de recréer un foncier directement affectable au projet. A l'issue, l'ensemble du périmètre sera cédé à un ou plusieurs opérateurs spécialisés, dont par exemple des bailleurs sociaux, aptes à porter le projet défini par la Ville.

Dès lors, l'opération sur le plan budgétaire ne comprendra que des coûts d'acquisition de foncier et de démolition, sans autre investissements lourds.

A titre informatif, l'estimation prévisionnelle de l'opération au stade des premières études est d'environ 900.000 € TTC, comprenant les acquisitions foncières, les frais annexes et les coûts de démolition, en ce inclus les désamiantages et dépollutions éventuelles.

Il est également souligné que le terrain, en cœur de ville, est donc parfaitement desservi par les voiries publiques (*rue Cheminant, rue Saint Yves, rue Narval, rue de la gare*), ainsi que par les réseaux. La Ville n'aura donc pas à prévoir d'aménagement de voie ou d'extension de réseaux sur le domaine public.

Enfin, la Ville a été sélectionnée au titre de l'appel à projet « Petites Villes de Demain ». La Ville ayant été déclarée lauréate au titre de cette candidature, il est attendu une aide financière de l'Etat afin de faciliter les investissements nécessaires.

Pour toutes ces raisons et au regard des résultats attendus en matière de création de logements, de surfaces commerciales, de mise en valeur du cœur de ville, l'opération demeure économiquement avantageuse pour la Ville.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-29 et suivants,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays de Brest dans sa dernière version approuvé le 22 octobre 2019,

Vu le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes du pays d'Iroise approuvé le 26 juin 2018,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Renan approuvé le 27 février 2017,

Vu le décret n°2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'Établissement Public Foncier de Bretagne, et notamment son article 4 qui dispose que pour la réalisation de ses objectifs, l'EPF peut agir par voie d'expropriation et exercer les droits de préemption et de priorité définis par le code de l'urbanisme ainsi que le droit de préemption prévu au 9° de l'article L 143-2 du code rural,

Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2019 portant nomination de la directrice générale de l'EPF Bretagne,

Vu la convention opérationnelle d'action foncière signée le 6 janvier 2015 entre l'Établissement Public Foncier de Bretagne et la commune de Saint-Renan portant sur le projet, alors dénommé « ilot Saint-Yves »,

Vu l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat actualisée en 2020,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Travaux réunie le 1^{er} juillet 2021,

Considérant que les documents supra communaux couvrant le territoire de la commune de Saint-Renan (Schéma de Cohérence Territoriale, Programme Local de l'Habitat) indiquent la commune comme pôle structurant du territoire du SCOT, et qu'elle est soumise à la création de 67 logements annuels au terme du PLH, dont 30% en renouvellement urbain, dans une logique de densification de l'habitat,

Considérant que le PLU de Saint-Renan a pour objectif d'accompagner de nouvelles opérations visant la requalification de sites urbains comme l'îlot de la Place Cheminant, afin d'offrir de nouvelles formes urbaines et architecturales (*collectif, habitat intermédiaire, habitat individuel groupé*), en prenant en considération une offre d'habitat plus dense à développer en centre-ville, tout en aménageant les espaces publics à proximité des commerces et équipements de sorte à les rendre agréables, attractifs et confortables pour les piétons et les cyclistes,

Considérant que pour répondre à ces impératifs, et conformément aux engagements inscrits dans la convention opérationnelle d'actions foncières avec l'EPF Bretagne, la commune de Saint-Renan a pour projet de réaliser un projet à dominante habitat respectant les caractéristiques suivantes :

- 20% minimum de logements locatifs sociaux,
- Densité de logements minimale de 20 logements /hectare,
- Réaliser des constructions performantes énergétiquement ;

Considérant que ce projet nécessite l'acquisition d'emprises foncières, et qu'étant donné le temps nécessaire à l'acquisition des terrains, à l'aboutissement des procédures, à la réalisation des travaux d'aménagement et/ou de construction, la maîtrise du foncier doit être poursuivie, en vue de permettre rapidement la production de nouveaux logements sur la commune,

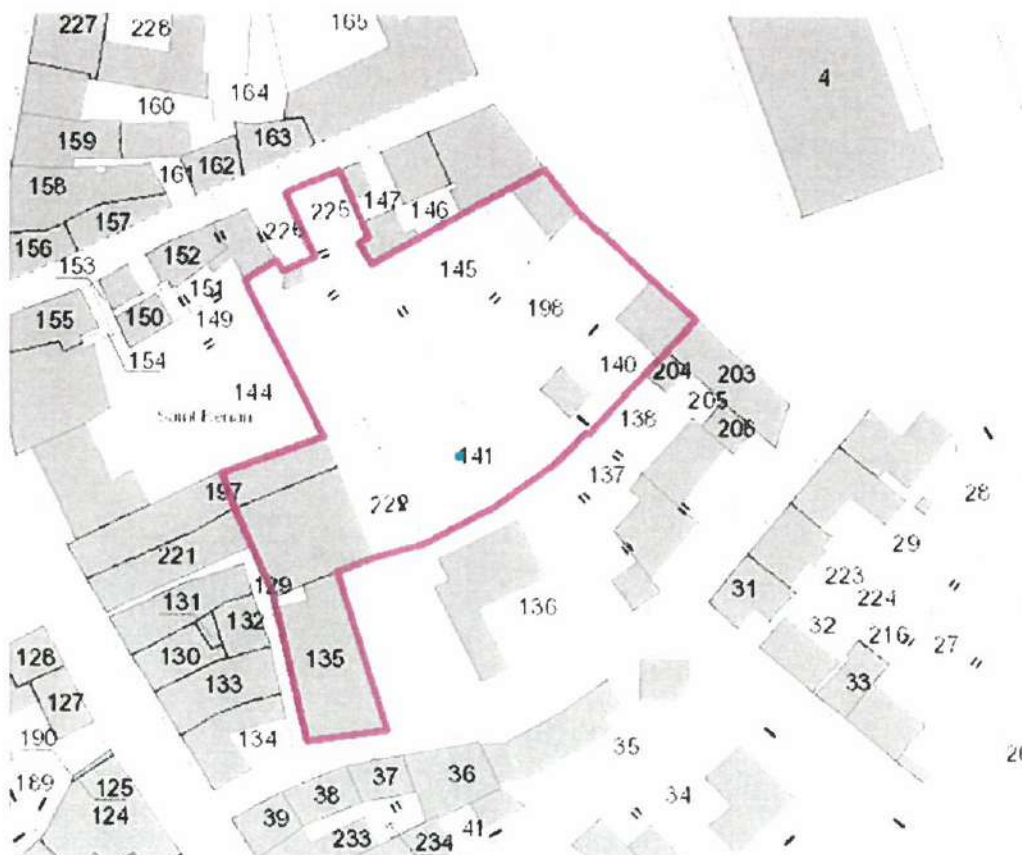
Considérant que, pour ce faire, la commune a sollicité l'aide de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne qui s'est traduite par la signature d'une convention opérationnelle d'actions foncières signée le 6 janvier 2015,

Considérant que l'EPF Bretagne est d'ores et déjà propriétaire de la parcelle n° BO 140,

Considérant que pour mener à bien ce projet communal il est indispensable que l'ensemble des parcelles cadastrées du secteur ci-après représenté soit entièrement placé sous maîtrise publique,

Considérant qu'en parallèle des négociations qui se poursuivent, au regard de l'importance de ce projet pour la Commune de Saint Renan, l'obtention d'une déclaration d'utilité publique, permettant à terme le recours à la procédure d'expropriation, et ce en vue de la réalisation du projet communal, est nécessaire,

- **de demander** à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur le site dénommé « l'îlot de la place Cheminant », dont le périmètre est représenté ci-dessous en mauve,



- **de demander** à l'Établissement Public Foncier de Bretagne de solliciter de Monsieur le Préfet du Finistère l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et, à l'issue de cette enquête, le prononcé d'une Déclaration d'Utilité Publique ;

- **de l'autoriser** à solliciter et/ou signer toutes pièces, courriers ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- ***Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 6 votes contre de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Collette DAVIES du groupe « Nouvel Elan 2020 ».***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-URBA-04 – APPEL À PROJET POUR LA RÉPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES À LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

En application de l'article R.2334-11 du code général des collectivités territoriales, le Département est compétent pour la répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière au profit des communes de moins de 10 000 habitants dotées de la compétence voirie.

En effet, le niveau départemental est apparu comme l'échelon le plus adapté pour déterminer les travaux à réaliser en matière de voirie ou de sécurité routière sur le plan local, tout en attribuant des subventions d'un montant suffisant pour avoir un impact réel sur les projets d'amélioration de la sécurité routière, dans une logique d'effet de levier.

Il est à noter que la redistribution aux collectivités locales des recettes encaissées au titre des amendes de police a pour objectif principal l'amélioration de la sécurité des usagers de la route, et non la compensation des frais associés à la gestion de la circulation et du stationnement.

Les thématiques qui ont été retenues pour l'année 2021 sont les suivantes :

- aménagement de liaisons piétonnes en lien avec la sécurité routière,
- travaux de mise en accessibilité et de sécurisation des arrêts de transports en commun,
- aménagements de sécurité aux abords des établissements recevant du public,
- aménagements visant à renforcer l'accessibilité, le partage de la route et l'apaisement de la vitesse, notamment les radars pédagogiques, les zones 20 ou 30 et les chaussées à voies centrales banalisées (CVCB),

La commune envisage dans les prochains mois l'acquisition d'un nouveau radar pédagogique mobile, permettant de mesurer la vitesse des véhicules et d'informer les conducteurs sur leur vitesse réelle. Ce dispositif, déjà existant sur la commune, a pour objectif de sensibiliser les usagers de la route à leur vitesse de conduite et les inciter à la réduire lorsqu'elle s'avère excessive.

Cet investissement s'insérant parfaitement dans les objectifs de l'année, il apparaît dès lors utile que la commune procède au dépôt d'un dossier de demande de subvention au titre de ce dispositif.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération DELIB-CM-20200529-CM-02 du 29 mai 2020 portant délégations du Conseil municipal au Maire, et notamment son point n°26,
Vu l'appel à projet adressé par le Département du Finistère à la commune de Saint Renan le 19 mars 2021,
Vu l'avis favorable de la commission Travaux-Urbanisme réunie le 1^{er} juillet 2021,

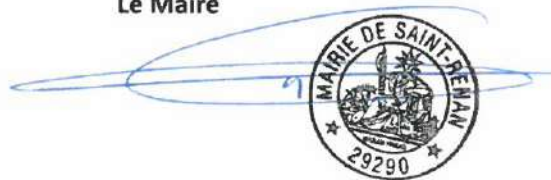
- **de prendre acte** du dépôt par le Maire auprès du Conseil départemental du Finistère d'un dossier de demande de subvention au titre du projet de l'acquisition d'un radar pédagogique ;

- **de l'autoriser** à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-URBA-05 – EXTENSION ET RENOVATION DU CINEMA LE BRETAGNE – ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX – AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER LESDITS MARCHES

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Il est rappelé qu'aux termes de la délibération N°DCM20191208 du Conseil municipal du 16 décembre 2019, il a été présenté le projet de rénovation et d'extension du cinéma « Le Bretagne ».

Ce projet a pour objectif de consolider et de développer la fréquentation de cet équipement structurant pour le territoire, notamment au regard de la concurrence croissante du secteur privé sur la ville de Brest. Il s'agit notamment d'éviter l'évasion des usagers vers d'autres équipements éloignés dans une optique de promotion de l'économie circulaire et du développement durable : économie de déplacement, réduction des émissions de CO2, développement des services locaux autour du cinéma tels que restauration, etc. De même, ce projet permettra de revaloriser le bâtiment existant en prolongeant sa durée de vie et en améliorant notablement son accessibilité et son efficacité énergétique.

Par une deuxième délibération N°DCM-20200710-URBA-03 du 10 juillet 2020, il a été rappelé les différentes subventions déposées avec succès pour cette opération auprès de l'Etat (DETR), du Conseil départemental, du Conseil régional et du Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée (CNC). Aux termes de cette même délibération, il a été pris acte du dépôt au nom de la commune d'une demande de permis de construire, permettant la mise en œuvre des travaux, ainsi que du lancement d'une procédure de consultation des entreprises.

Le permis de construire a été délivré le 1er septembre 2020 sous le numéro PC 029260 20 00019. Suite à la délivrance du permis, un dossier de consultation des entreprises a été préparé par la maîtrise d'œuvre de l'opération (architecte, bureaux d'étude, services techniques).

A l'issue, il a procédé à une mise en concurrence des entreprises pour la passation d'un marché public en procédure adaptée, constitué de onze lots :

Lot 01 : GROS OEUVRE – DEMOLITION	Lot 07 : REVETEMENTS DE SOLS
Lot 02 : CHARPENTE MIXTE METALLIQUE/BOIS - SERRURERIE	Lot 08 : PEINTURE
Lot 03 : ETANCHEITE	Lot 09 : ELECTRICITE
Lot 04 : DOUBLAGE - CLOISONS SECHES - MENUISERIES BOIS	Lot 10 : PLOMBERIE
Lot 05 : FAUX-PLAFONDS	Lot 11 : CHAUFFAGE - VENTILATION
Lot 06 : MENUISERIES EXTERIEURES	

A l'issue de la consultation des entreprises, qui s'est déroulé du 15 avril au 14 mai 2021 via la plate-forme MEGALIS, il a été procédé à l'analyse et au classement des offres reçues sur la base des critères annoncés dans le règlement de la consultation, dans la finalité de retenir pour chaque lot les offres économiquement les plus avantageuses pour la réalisation de l'opération.

Sur la base des résultats de cette analyse et du classement des offres, les entreprises suivantes ont été retenues :

Lots	Entreprise	Montant
01 – Gros œuvre - démolition	FOREST 3 Rue de Lanrivoaré BRELES 29810	214.848,30 € HT
02 – Charpente mixte métallique/bois - Serrurerie	LOBLIGEIOIS ZA de Mespaol SAINT RENAN 29290	72.000,00 € HT
03 - Etanchéité	TREBAUL 38 rue de l'Étain SAINT RENAN 29290	23.626,45 € HT
04 – Doublage – Cloisons sèches – Menuiseries bois	LAPOUS 44 rue de Kerin PLOUIGNEAU 29610	71.537,65 € HT
05 – Faux-plafonds	LAPOUS 44 rue de Kerin PLOUIGNEAU 29610	11.350,34 € HT
06 – Menuiseries extérieures	BPS ALU 35 rue Nicéphore Niepce BREST 29200	19.511,00 € HT
07 – Revêtements de sols	SALAUN 5 rue Victor Grignard GUIPAVAS 29490	19.998,90 € HT
08 – Peinture	DECORS ET TECHNIQUES 5 rue Maupertuis BREST 29200	12.772,90 € HT
09 – Electricité	GERVAIS 55 Chemin de Poul Ar Feunteun BREST 29200	29.458,19 € HT
10 – Plomberie	ANVOLIA 56 Rue Gustave Zédé LANESTER 56600	14.000,00 € HT
11 – Chauffage - Ventilation	CEGELEC 10 bis Boulevard Gabriel Lippmann GOUESNOU 29850	119.318,04 € HT

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la réglementation en vigueur applicable aux marchés publics passés en procédure adaptée,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Travaux du 1^{er} juillet 2021,

- **d'autoriser** le Maire à signer les marchés de travaux relatifs à l'extension et à la rénovation du cinéma LE BRETAGNE au 18 rue Saint Mathieu comme suit :

- pour le lot 01 : avec l'entreprise FOREST pour un montant de 214.848,30 €uros HT,
- pour le lot 02 : avec l'entreprise LOBLIGEIOIS pour un montant de 72.000,00 €uros HT,
- pour le lot 03 : avec l'entreprise TREBAUL pour un montant de 23.626,45 €uros HT,
- pour le lot 04 : avec l'entreprise LAPOUS pour un montant de 71.537,65 €uros HT,
- pour le lot 05 : avec l'entreprise LAPOUS pour un montant de 11.350,34 €uros HT,
- pour le lot 06 : avec l'entreprise BPS ALU pour un montant de 19.511,00 €uros HT,
- pour le lot 07 : avec l'entreprise SALAUN pour un montant de 19.998,90 €uros HT,
- pour le lot 08 : avec l'entreprise DECORS ET TECHNIQUES pour un montant de 12.772,90 €uros HT,
- pour le lot 09 : avec l'entreprise GERVAIS pour un montant de 29.458,19 €uros HT,
- pour le lot 10 : avec l'entreprise ANVOLIA 56 pour un montant de 14.000,00 €uros HT,
- pour le lot 11 : avec l'entreprise CEGELEC pour un montant de 119.318,04 €uros HT,

ainsi que tout acte et tout avenant nécessaire à l'exécution de ces marchés ;

- **de l'autoriser** à signer les ordres de services correspondants ;

- **de préciser** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de la ville ;

- **de l'autoriser** à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

➤ **Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-URBA-06 – ACQUISITION D'UNE EMPRISE FONCIERE DANS LE SECTEUR DE PEN AR C'HOAT

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Par arrêté PA 029260 19 00007 en date du 20 mars 2020, il a été accordé un permis d'aménager pour la réalisation d'un lotissement de 30 lots dans le secteur de Pen ar C'hoat, en bordure sud de la route de Plouarzel. L'emprise foncière de ce lotissement, correspondant initialement à la parcelle cadastrée section BM n°08, a par la suite fait l'objet d'une division foncière en vue de générer les lots à bâtir ainsi que les voies et les espaces communs à rétrocéder à la ville.

Cette parcelle BM n°08 est grevée au Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'une orientation d'aménagement et de programmation (O.A.P.) au titre de l'aménagement général de ce secteur de la commune. En application du PLU, la commune a souhaité acquérir auprès du lotisseur le reliquat de terrain restant au sud de la parcelle. Cette emprise correspondant à la parcelle désormais cadastrée section BM n°172 pour 1.901 m², est figurée en rouge sur le plan ci-dessous :



L'acquisition de cette emprise foncière présentant un intérêt pour la commune en application de l'O.A.P. susvisée, il a en conséquence été proposé à son propriétaire une cession au profit de la commune moyennant un prix global et forfaitaire de 10 000 Euros, les frais d'acte demeurant à la charge de la commune.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Travaux-Urbanisme réunie le 1^{er} juillet 2021,

Considérant l'intérêt pour la commune de maîtriser l'emprise foncière de la parcelle BM n°172 en application du PLU approuvé le 27 février 2017,

- **de l'autoriser** à signer au nom et pour le compte de la commune l'acte authentique d'acquisition portant sur la parcelle cadastrée section BM n°172 pour 1 901 m² située sur la commune de Saint Renan au lieudit de Pen ar C'hoat

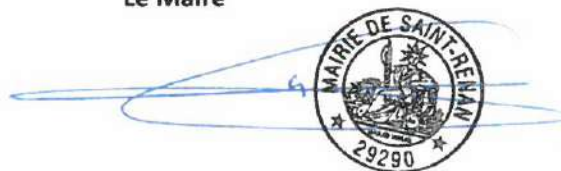
telle que figurant sur le plan ci-dessus, à conclure avec les propriétaires de la parcelle, physiques ou morales pouvant s'y substituer même partiellement ;

- **de décider** que le prix est de DIX MILLE euros net vendeur (10 000,00 euros) pour cette parcelle BM n°172, hors frais d'acte, les frais d'acte demeurant en sus aux frais de la commune ;
- **d'inscrire** au budget principal les crédits nécessaires à cette opération ;
- **de l'autoriser** à solliciter les subventions les plus hauts possibles au titre de ce projet d'acquisition de parcelles et toute autre subvention à laquelle l'opération serait éligible du fait de son objet ;
- **de l'autoriser** à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité : 6 abstentions de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES du groupe « Nouvel Ela 2020 ».***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.
Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.
Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.
Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-FIN-07 – TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES – LIMITATION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS DE LA PART COMMUNALE DES CONSTRUC- TIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION

Nombre de conseillers en exercice : 29
Présents : 25
Absent(e)s représenté(e)s : 04
Absent(e)s non représenté(e)s : 00
Ne prenant pas part au vote : 00
Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts permettent de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction ou de leurs dépendances, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation. La limitation de ces exonérations intéresse uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R.331-63 du même code.

La réforme de la taxe d'habitation induit le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux communes.

Il est proposé au Conseil municipal la limitation de l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, et ce à hauteur de 40 %, ce qui permet de s'approcher du produit fiscal perçu de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Avec cette réforme, les locaux concernés et achevés en 2021 bénéficieront d'une exonération partielle de leur taxe foncière pendant deux ans sur les années 2022 et 2023.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des impôts, notamment son article 1383,
Vu la délibération n° DCM 2015-11-10 du 09 novembre 2015,
Vu le code général des impôts, notamment ses articles 1383 et 1639 A bis,
Vu l'avis favorable de la commission Finances réunie le 28 juin 2021,

- **de décider** de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40% de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.
- **de le charger** de notifier cette décision aux services préfectoraux ;
- **de l'autoriser** à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

➤ **Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-FIN-08 – GARANTIE D'EMPRUNTS AUPRES DE L'OGEC DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-LIESSE DE SAINT RENAN POUR LA RENOVATION ET LA MISE AUX NORMES DE SES BATIMENTS

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) de Notre-Dame-de-Liesse, établissement sous contrat d'association avec l'Etat, sis 2, rue des écoles à Saint Renan, projette d'effectuer pendant une période de trois ans d'importants travaux de mises aux normes et de rénovations de ses bâtiments.

Cette opération nécessite un financement bancaire de 1 100 000 €. L'OGEC Notre-Dame-de-Liesse sollicite une garantie d'emprunt à hauteur de 100 %. Les principales caractéristiques financières de l'emprunt sont les suivantes :

Montant du prêt	1 100 000 €
Durée totale du prêt	15 ans
Taux fixe	0,95%
Commission d'ouverture de crédit	600 €
Amortissement personnalisé	12 échéances de 870,33 € (hors assurance) puis 168 échéances de 6 995,28 € (hors assurance)
Déblocage des fonds	06/2022

En application des articles L.2252-1 à 2252-5 du code général des collectivités territoriales, les communes ont la faculté de consentir une garantie d'emprunt aux personnes de droit privé sous réserve notamment que le montant total des annuités garanties, cumulé avec le montant de l'annuité de la dette communale, reste inférieur ou égal à 50 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il est précisé que ce taux est inférieur à 25% à Saint Renan.

Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2252-1 à L.2252-5,
 Vu le code de l'éducation, notamment son article L.442-17,
 Vu le code général des impôts, notamment son article L.238 bis,
 Vu l'avis favorable de la commission Finances réunie le 28 juin 2021,

- **d'accorder** une garantie d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 100 000 euros, souscrit par l'emprunteur auprès de l'établissement bancaire *Crédit Mutuel de Bretagne*, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :



Montant du prêt	1 100 000 €
Durée totale du prêt	15 ans
Taux fixe	0,95%
Commission d'ouverture de crédit	600 €
Amortissement personnalisé	12 échéances de 870,33 € (hors assurance) puis 168 échéances de 6 995,28 € (hors assurance)
Débloqué des fonds	06/2022

- de l'autoriser à signer le contrat à intervenir ainsi que tout document relatif à cette garantie d'emprunt ;
- de l'autoriser à prendre toutes les mesures et tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

➤ Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Saint Renan,
 le 12 juillet 2021

Le Maire

Date de publication
 certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-INTERCO-09 – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES DE PAYS D'IROISE COMMUNAUTE - EXERCICE 2020

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Madame Claudie ARZUR, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Chaque année, la Communauté de communes du pays d'Iroise (CCPI) élabore un rapport d'activités afin de retracer les actions menées tout au long de l'année en fonction du projet de territoire. Compte tenu du volume du document, une version papier en couleur est à la disposition de l'ensemble des conseillers municipaux au secrétariat général de la mairie. De plus, une synthèse de ce dernier leur a été envoyé par courriel.

L'année 2020 a été marquée par de nombreux projets portés par les élus communautaires, son président et ses vice-présidents, autour de choix politiques ambitieux contenus dans le projet de territoire. 2020 fut également marquée par la pandémie de covid-19 et le maintien des services opérationnels de la CCPI.

Le rapport d'activités 2020 se veut un outil de communication en direction de tous les élus et tous les administrés des communes membres, à la fois didactique et pédagogique. Après une introduction qui démontre la dimension transversale du champ d'application et d'implication de la CCPI, 5 parties permettent de développer les axes forts de son action :

- au service du territoire
- un territoire dynamique et attractif
- un territoire éco-responsable
- un territoire solidaire
- un territoire en réseau.

Enfin, le rapport 2020 présente les ressources humaines et financières mobilisées pour parvenir à atteindre ses objectifs ainsi qu'une présentation du Service de prévention Hygiène et Sécurité. Pour information, le rapport d'activités sera mis en ligne sur les sites internet et extranet de la communauté, et un exemplaire du document sera tenu à la disposition des usagers à l'accueil.

Ce rapport de l'année 2020 doit être présenté au Conseil municipal. Il est mis à la disposition des Conseillers municipaux au Secrétariat général et ce dans les conditions prévues au règlement intérieur du Conseil municipal.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

- de prendre acte de la présentation du rapport d'activités de la Communauté de communes du Pays d'Iroise pour l'année 2020.

- ***Les membres du Conseil municipal prennent acte du présent rapport annuel 2020 sur l'activité de la Communauté de communes du Pays d'Iroise.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUE, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-INTERCO-10 – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS – EXERCICE 2020

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur Jean-Louis COLLOC, rapporteur, informe les membres du Conseil municipal :

L'article L.2224-17-1 du code général des collectivités territoriales impose d'établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport de l'année 2020 doit être présenté au Conseil municipal. Il est mis à la disposition des Conseillers municipaux au Secrétariat général et ce dans les conditions prévues au règlement intérieur du Conseil municipal.

Après avoir fait une présentation du rapport annuel pour l'exercice 2020 du service public d'élimination des déchets, il convient que le Conseil municipal en prenne acte.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,



Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2224-17-1,

- **de prendre acte** du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour 2020.

- ***Les membres du Conseil municipal prennent acte du présent rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales, Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.

Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.

Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-INTERCO-11 – CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE SAINT RENAN ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'IROISE RELATIVE A L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS – AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER LADITE CONVENTION

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 04

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Suite à la loi ALUR planifiant le désengagement des services de l'Etat en matière d'instruction des actes d'urbanisme, la communauté de commune du Pays d'Iroise a modifié ses statuts en date du 17 décembre 2014 pour permettre l'instruction des actes d'urbanisme. Le Conseil municipal s'était prononcé favorablement sur cette modification par délibération du 29 juin 2015.

Le 11 février 2015, la communauté a ensuite acté la création d'un service communautaire d'instruction des actes d'urbanisme et a conclu :

- une convention avec la Communauté de communes du Pays des Abers pour une durée de 6 ans reconductible de manière tacite pour donner une dimension intercommunautaire au service,
- une convention formalisant les relations avec chaque commune du Pays d'Iroise pour une durée de 6 ans reconductible de manière expresse.

Aujourd'hui, cette dernière convention liant la commune de Saint Renan et la Communauté de communes est arrivée à échéance à compter du 1^{er} juillet 2021. Il convient de délibérer à nouveau pour reconduire ce partenariat avec l'approbation d'une nouvelle convention jointe à la présente délibération et dont les modifications par rapport à la précédente portent sur :

- l'article 2 qui précise la nature des dossiers traités par ce service et à ce titre « les autorisations de travaux (AT) traitées parallèlement à un permis de construire » ainsi qu'un « partenariat [qui est] mis en œuvre avec le CAEU (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) permettant d'accompagner les communes et les administrés sur les questions architecturales »,
- l'article 12 qui stipule que la convention est conclue « pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} juillet 2021 et reconductible de manière tacite ».

Pour une complète information, il est à noter que l'organisation de l'instruction des actes est susceptible d'évoluer en raison de la dématérialisation de la filière par la mise en place de la saisine par voie électronique en janvier 2022. En effet, le 1^{er} janvier 2022, les administrés pourront déposer leurs demandes d'urbanisme de manière dématérialisée. Le logiciel d'urbanisme va évoluer pour répondre à cette exigence réglementaire. Il conviendra au second semestre 2022 suite à la mise en œuvre de ce dispositif, d'analyser l'évolution des process et d'ajuster le cas échéant les modalités de partenariat avec les communes par une modification des termes de la convention initiale.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil municipal n°DCM 20150601 du 29 juin 2015,
Vu les délibérations du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2014 modifiant les statuts de la communauté et en date du 11 février 2015 actant la création d'un service intercommunautaire d'instruction des actes d'urbanisme,
Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Travaux du 1^{er} juillet 2021,
Considérant l'échéance de la précédente convention entre la commune de Saint Renan et la Communauté de communes du Pays d'Iroise conclue pour une durée de 6 ans,



- **d'approuver** la convention jointe à la présente délibération formalisant les relations entre la Communauté et la commune de Saint Renan en matière d'instructions des autorisations du droit des sols, pour une durée de 6 ans reconductible de manière tacite, à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

- **de l'autoriser** à signer ladite convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Gilles MOUNIER

Date de publication
certifiée exécutoire

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 juillet 2021

Extrait de délibération

Le lundi 12 juillet 2021 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 06 juillet 2021, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Gaël LARS, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,
Fabienne DUSSORT a donné pouvoir à Claudie ARZUR.
Suzanne NOLL a donné pouvoir à Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL.
Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Caroline SOLLIEC.
Freddy HALL a donné pouvoir à Sébastien DÉNIEL.

Étaient absents :

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20210712-AFF.DIV-12 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA GESTION DE LA PISCINE - RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE POUR 2019-2020

Nombre de conseillers en exercice : 29
Présents : 25
Absent(e)s représenté(e)s : 04
Absent(e)s non représenté(e)s : 00
Ne prenant pas part au vote : 00
Votants : 29

Monsieur Albert CORRE, rapporteur, informe les membres du Conseil municipal :

En 2005, la commune de Saint Renan a confié par délégation de service public, la conception ainsi que la gestion technique et administrative de la piscine municipale.

Le délégataire est la SAS (Société par Actions Simplifiées) Complexe Aquatique des Abers. Le contrat de concession de service public a été conclu pour une durée de 20 ans à compter de la mise en service de l'équipement (04 septembre 2005 au 03 septembre 2025).

Les missions assurées par le délégataire sont :

- construction, gestion et exploitation de la piscine (fonctionnement, gestion du personnel, surveillance, entretien courant et maintenance du bâtiment notamment),
- exploitations annexes : espace détente, soins Zénance.

Conformément à l'article 35 dudit contrat et en application des dispositions des articles L.1411- 3 et R.1411- 7 du code général des collectivités territoriales, le délégataire transmet chaque année à l'autorité délégante, un rapport relatif à l'exécution de la délégation de service public qui lui a été confiée, contenant des données comptables, une analyse de la qualité du service et une annexe comprenant un compte-rendu technique et financier.

Le comité de suivi annuel et la commission des Finances réunis le lundi 28 juin 2021 ont étudié l'ensemble de ces éléments, comptables et d'activité. Le rapport synthétique 2019/2020 est joint en annexe de la présente délibération. L'ensemble du dossier est mis à la disposition des Conseillers municipaux au Secrétariat général et ce dans les conditions prévues au règlement intérieur du Conseil municipal.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'article 35 du contrat de concession,
Vu l'avis favorable de la commission Finances réunie le 28 juin 2021,
Considérant la tenue du comité de suivi réuni le 28 juin 2021,

- **de prendre acte** du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2019/2020.

➤ ***Les membres du Conseil municipal prennent acte du présent rapport annuel 2019-2020 du délégataire.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 12 juillet 2021

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER